



Ingérence occidentale et renonciation à la paix

Par [Catherine Roman](#)

Mondialisation.ca, 01 novembre 2022

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Le soutien US et de l'Union Européenne à travers le monde conduit à une ingérence qui induit pour les pays visés une renonciation à la paix. De sanctions internationales pouvant mener à des famines et à un appauvrissement général des populations concernées (terreau propice à des flux migratoires non maîtrisés et une fuite des « cerveaux », voir à des guerres) en passant par des interventions dans des élections étrangères et des soulèvements afin de mettre en avant des « hommes de paille », les occidentaux ne reculent devant rien et bafouent le droit international en toute impunité. Il est également à remarquer que suite à des provocations et à des soutiens à projets génocidaires, les USA et l'Union Européenne durant ces dernières années n'ont pas brillé par leur philanthropie.

I - Une crise mondiale alimentaire

Du plan international développé à grande échelle pour modifier les cultures locales et favoriser l'implantation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) combiné avec la mise en place de sanctions visant l'exportation de denrées alimentaires et d'engrais, la crise mondiale alimentaire et des engrais est proche en cette fin d'année, comme l'a rappelé Antonio Guterres à l'Assemblée générale de l'ONU. Prête à exporter 30 millions de tonnes de céréales et plus de 20 millions de tonnes d'engrais d'ici la fin de 2022, la Russie fait face à des sanctions états-uniennes et européennes notamment pour approvisionner de nombreux pays dont le continent africain. Ces sanctions illégales en droit international ont toutefois été levées pour les pays occidentaux qui peuvent importer à leur convenance des céréales et engrais russes. Face à 350 millions de personnes au bord de la famine en Afrique, la Russie a proposé de livrer gratuitement des engrais et des céréales notamment bloqués dans des ports occidentaux. L'attentat du pont de Crimée, reliant la péninsule à la région de Krasnodar, le 8 octobre 2022 est un coup dur, fomenté vraisemblablement par l'Ukraine, porté à l'accord signé en juillet dernier sur l'exportation des céréales russes et ukrainiennes. En effet, l'explosif utilisé pour cet acte terroriste aurait été livré par un bateau transportant du blé ukrainien pour les pays en développement.

Or, cette famine organisée principalement par l'Occident exacerbe les tensions régionales et pourrait conduire à des conflits et à des guerres civiles.

II - Des interventions dans des élections étrangères

Comme rappelé par Michael Brenner, professeur honoraire en affaires internationales à l'Université de Pittsburgh, les Etats-Unis sont intervenus dans de nombreuses élections étrangères dont la Russie (en particulier la campagne d'Eltsine en 1995-1996), l'Algérie, le

Liban, l'Irak, le Pakistan, le Yémen, le Venezuela... et ce, abstraction faite des pays où les Etats-Unis participèrent à un certain nombre de coups d'Etat. Il convient de rappeler qu'il existe 7 anciens coups d'Etat pour lesquels l'implication directe US est formellement établie (Chili (1973), Brésil (1964), Vietnam (1963), République Dominicaine (1961), Congo (1960), Guatemala (1954) et Iran (1953)), les coups d'Etat plus récents n'étant pas à ce jour toujours reconnus dont celui de l'Ukraine en 2014 avec le concours, entre autres, de George Soros dans un registre non étatique. Les Etats-Unis n'hésitent d'ailleurs pas à accuser d'autres pays, notamment la Russie, d'ingérence dans leur vie politique en faisant ainsi diversion de leurs propres actions.

III - Exemples d'ingérences récentes dans divers pays à travers le monde

ETHIOPIE

L'économie de l'Ethiopie et de la Somalie ont été détruites dans les années 90 par des pantins à la solde des USA. Dans un schéma bien établi, des céréales ont été retirées de ces pays en échange d'une assistance supposée et de fournitures de produits OGM. Cette mainmise des Etats Unis s'est estompée avec l'arrivée en 2018 du Premier ministre prix Nobel de la paix l'année suivante, M. Abiy Ahmed, qui accuse les forces du TPLF (Front de Libération du Peuple du Tigré, ethnie minoritaire représentant 6 % de la population éthiopienne) de chercher à déstabiliser son gouvernement fédéral démocratiquement élu grâce au soutien indirect des Etats-Unis. Washington cherche ainsi à remettre au pouvoir les rebelles du TPLF qui ont dirigé l'Ethiopie pendant près de 30 ans et ont obéi au doigt et à l'œil aux USA.

Rejetant les négociations de paix menées par l'Union africaine, le TPLF a appelé à une intervention occidentale en Ethiopie avant de reprendre la guerre le 24 août 2022. La trêve de cinq mois passée avec le gouvernement fédéral éthiopien a ainsi été rompue, quelques semaines après que les envoyés des Etats-Unis (Mike Hammer et Tracey Jacobson) et de l'Union Européenne (Annette Weber) aient visité la base du TPLF. Washington a depuis annoncé plusieurs sanctions contre l'Ethiopie.

LIBYE

Suite à l'intervention militaire désastreuse des USA / OTAN, les divisions continuent à mettre le pays en péril. Dans un champs élargi au continent, Kadhafi voulait sortir l'Afrique de la pauvreté en développant un grand programme de développement. Mais la tentative de créer des Etats prospères a été réduite à néant par l'OTAN. Pire, l'approvisionnement massif en armes occidentales des rebelles libyens a entraîné la prolifération d'armes dans le Sahel et notamment au Mali. Cet afflux d'armes a alors poussé à la radicalisation des groupes armés islamistes dans la région.

Le 19 mars 2011, les forces USA / OTAN débutaient le bombardement aéronaval de la Libye. En 7 mois, l'aviation USA/OTAN effectua 30 mille missions, dont 10 000 attaques. Le 30 mars 2011, la presse internationale publiait que Barack Obama, en outrepassant complètement les prérogatives de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, avait signé un ordre secret visant à soutenir les forces rebelles qui cherchaient à renverser Mouammar Kadhafi. L'OTAN a fourni alors une grande quantité d'armes aux groupes rebelles en totale violation de l'embargo sur les armes Ce soutien occidental a dissuadé alors les acteurs du conflit à convenir d'un cessez-le-feu. La Libye avait avant cette attaque,

selon un rapport de la Banque Mondiale en 2010, un haut niveau de croissance économique avec une augmentation annuelle du PIB de 7.5 % et enregistré de hauts indicateurs de développement humain parmi lesquels l'accès universel à l'instruction primaire et secondaire et, pour plus de 40% aux universités. Environ deux millions d'immigrés, en majorité africains, y trouvaient du travail. Les investissements libyens en Afrique étaient déterminants pour le projet de l'Union Africaine de créer trois organismes financiers :

- Le Fonds monétaire africain avec le siège à Yaoundé (Cameroun)
- La Banque centrale africaine avec le siège à Abuja (Nigéria)
- La Banque africaine d'investissement avec le siège à Tripoli.(Libye)

Ces organismes auraient servi à créer un marché commun et une monnaie unique de l'Afrique. Ce n'est pas un hasard si la guerre de l'OTAN pour démolir l'Etat libyen commence moins de deux mois après le sommet de l'Union Africaine qui, le 31 janvier 2011, avait donné son feu vert pour la création dans l'année du Fonds monétaire africain. Les e-mails de la secrétaire d'Etat de l'Administration Obama, Hillary Clinton, publiés par Wikileaks le prouvent : les Etats-Unis et la France voulaient éliminer Kadhafi avant qu'il n'utilise les réserves en or de la Libye pour créer une monnaie pan-africaine alternative au dollar et au franc CFA. Sur les 150 milliards de dollars libyens détenus à l'époque dans des banques étrangères, une grande partie a d'ailleurs disparu depuis. Aujourd'hui, en Libye, les entrées de l'export énergétique se trouvent accaparées par des groupes de pouvoir et des multinationales, dans une situation chaotique d'affrontements armés. Le niveau de vie moyen de la majorité de la population s'est effondré. Les immigrés africains accusés d'être « des mercenaires de Kadhafi », ont été emprisonnés jusque dans des cages de zoo, torturés et assassinés. La Libye est devenue la principale voie de transit, aux mains de trafiquants d'êtres humains, d'un chaotique flux migratoire vers l'Europe qui a provoqué beaucoup plus de victimes que la guerre en 2011. De même, les milices islamistes, qui ont assassiné Kadhafi en octobre 2011, n'hésitent pas à réaliser un véritable nettoyage ethnique dans certaines régions en toute impunité.

MALI

La France a définitivement quitté le Mali mi-août 2022 (fin de l'opération Barkhane) alors qu'elle y officiait militairement depuis presque dix ans. Sous couvert de l'intervention française, on pouvait d'ailleurs s'interroger sur la main invisible du Pentagone et de l'AFRICOM (commandement états-unien en Afrique). Derrière le combat occidental hypocrite pour lutter contre le terrorisme, se trouvent des régions convoitées dont le nord où sévissent les groupes terroristes avec d'énormes réserves de pétrole. Lors du Conseil de sécurité des Nations unies du 18 octobre 2022, de vifs échanges ont eu lieu Bamako demandant en vain depuis des mois une réunion spéciale de l'Onu en accusant la France de soutenir les terroristes, ce que Paris réfute. Le 16 août, le Mali a d'ailleurs déposé une plainte et a assuré que la France collectait et livrait des renseignements aux groupes terroristes, ainsi que des armes et des munitions. Abdoulaye Diop, le ministre des Affaires étrangères du Mali, a déclaré dans ce cadre que l'État malien « amènera à la face du Conseil de sécurité et à la face du monde des preuves tangibles » de l'ingérence française, en ajoutant que « *le Mali ne fait pas les déclarations à la légère* » .

SYRIE

Entre les sanctions économiques qui appauvrissent la population locale, le contrôle des puits de pétrole et du blé, le soutien au projet autonomiste kurde et les frappes tout autant

occasionnelles que médiatiques sur des cibles djihadistes, les Occidentaux jouent avec le feu en Syrie après huit ans passés sur place.

Les USA ont mis la main avec la complicité de la milice kurde des Forces démocratiques syriennes sur :

- le pétrole transporté notamment vers leurs bases dans les territoires irakiens
- le blé syriens alors que 60 % de la population syrienne est désormais dans une situation d'insécurité alimentaire d'après l'ONU.

Les Etats-Unis n'hésitent d'ailleurs pas à soutenir le mouvement islamiste Hayat Tahir el-Cham, issu d'Al-Nosra et qui puise ses origines dans Al-Qaeda, après avoir été un sérieux appui à Daech à travers l'opération « Timber Sycamore » que le président Barack Obama avait initié et qui est le plus important trafic d'armes de l'Histoire. De nombreux documents attestent ainsi que ce trafic a été organisé par le général David Petraeus, d'abord à titre public depuis la CIA dont il était directeur, puis à titre privé depuis la société financière KKR avec l'aide de hauts fonctionnaires états-uniens et internationaux. La France, elle non plus, n'est pas exempt de tout reproche avec le cimentier Lafarge qui vient de plaider coupable aux USA pour « violation d'un embargo », « financement d'une entreprise terroriste », « mise en danger de la vie d'autrui » et « complicité de crimes contre l'humanité ». Lafarge a d'abord fourni environ 6 millions de tonnes de ciment à Daech pour construire les installations souterraines. Lafarge a autorisé par la suite les Forces spéciales françaises à utiliser son usine de Jalabiyeh comme base militaire. Pour ces deux opérations, Lafarge traitait directement avec la CIA états-unienne et avec la DGSE française.

TAIWAN

Les interventions et déplacements récents de représentants des Etats-Unis à Taïwan dans un contexte économique mondial où la Chine est en train de prendre le dessus sur Washington visent à déclencher «une guerre locale» pour détruire le statu quo afin de prendre le contrôle de la situation et dissuader l'essor économique et régional de la Chine

Suite à la visite de la présidente de la Chambre des représentants américaine, Nancy Pelosi, à Taïwan en août dernier, l'armée chinoise a procédé à des exercices militaires de grande envergure près de l'île. Pékin, qui considère Taïwan comme une de ses provinces historiques, a vivement condamné cette visite en jugeant qu'elle soutenait le séparatisme. La situation s'est en effet exacerbée après la visite de Nancy Pelosi, vendredi 26 août, l'armée chinoise a annoncé de nouveaux exercices militaires en mer et dans les airs aux abords de l'île après l'information sur l'arrivée d'une nouvelle délégation américaine conduite par la sénatrice Marsha Blackburn, la neuvième cette année et quatrième au mois d'août.

Fin août 2022, l'armée chinoise a également été mise en état d'alerte élevée pour couper court à toute provocation après le transit par le détroit de Taïwan de deux navires de guerre américains ce qui a suscité un regain de tension dans la région. Le commandement chinois a annoncé poursuivre l'entraînement au combat pour défendre la sécurité de la Chine ainsi que la stabilité dans le détroit de Taïwan.

UKRAINE

Les événements de Maïdan survenus en février 2014 débouchèrent sur la destitution illégale

du Président Victor Ianoukovitch, pourtant régulièrement élu. Les Etats-Unis avaient préparé le terrain de longue date et furent à la manœuvre pour activer cette révolution et provoquer le coup d'Etat. Par la suite, la non application des accords de Minsk par le gouvernement de Kiev, accords pourtant approuvés par le Conseil de Sécurité de l'ONU en février 2015, a conduit à une tentative de génocide des résidents russophones du Donbass pendant huit ans sans aucune réaction européenne malgré que ces accords aient été soutenus par la France et l'Allemagne. Cette provocation encouragée non officiellement par les Occidentaux a débouché sur une opération spéciale russe afin de protéger la population du Donbass.

Pour les Etats-Unis, cette guerre en Ukraine qu'ils ont souhaitée et soutiennent autant financièrement que militairement est un moyen d'atteindre plusieurs objectifs dont :

- Le maintien et le renforcement de la mainmise sur l'Ukraine
- L'affaiblissement de la Russie et de l'Union Européenne, concurrents directs
- Le maintien de l'Europe dans son camp et le renforcement de la cohésion au sein de l'OTAN
- La conservation de l'espoir d'un retour sur ses investissements (les terres agricoles ukrainiennes sont parmi les plus fertiles du monde et suscitent des convoitises. Dès 2015, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont d'ailleurs travaillé conjointement pour une prise de contrôle de l'agriculture ukrainienne).

De facto, l'Ukraine n'est plus un pays souverain depuis la fin de l'année 2014 et les USA accompagnés de l'Union Européenne en déversant des quantités irresponsables d'armes et de financements ont poussé le régime de Kiev à ne pas négocier de cessez-le-feu et à envoyer ses soldats comme « chaire à canons » aux ordres de l'OTAN. Le théâtre de guerre libyen et syrien n'a manifestement pas servi de leçon à l'Occident qui répète les mêmes erreurs à savoir la livraison intensive d'armes qui se retrouveront au moins pour la plupart dans des mains terroristes disséminées un peu partout dans la région et certainement au-delà. On ne peut toutefois pas exclure que ces erreurs otaniennes soient délibérées et servent à soutenir le terrorisme international. Il ne faut pas oublier que les Etats-Unis ont été derrière la propagation d'Al-Qaeda en Afghanistan pour contrer les Soviétiques et celle de Daesh servant à justifier en partie l'attaque de l'Irak avec le mensonge à l'ONU sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein.

Conclusion

En conclusion, l'ingérence US et de son vassal, l'Union Européenne, est un fléau mondial qui, au lieu d'apporter prospérité et paix, ravivent les tensions internes des pays afin de mieux appliquer l'agenda occidental d'appropriation des richesses naturelles de ces pays qu'ils disent « aider ». Leurs desseins funestes ne sont malheureusement pas analysés et condamnés par les organisations internationales qui restent majoritairement sous la coupe US.

Catherine Roman

Réseau Voltaire (Thierry Meyssan), LVSL (Elsa Margueritat), Il manifesto / Investig'Action (Manlio Dinucci)-, French Press TV, Cercle de pensée et d'action « Libre-Puissante-Souveraine », The Cradle / Mondialisation.ca (Pepe Escobar), Le Figaro / AFP, France Soir (Anne Philippe), Investig'Action (Tobebe Samuel Ferenii/ Pavan Kulkarni).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Catherine Roman](#), Mondialisation.ca, 2022

Articles Par : [Catherine Roman](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca